

Février 1991

Situation en Europe et lutte armée

Débat avec un lecteur

ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE

VOIE PROLÉTARIENNE

VP-PARTISAN.ORG ★ CONTACT@VP-PARTISAN.ORG ★ BP 122 - 93403 SAINT-OUEN



Préambule

En 1990, un militant communiste avait adressé une lettre ouverte à l'OCML Voie Prolétarienne critiquant sévèrement nos positions à propos de la lutte armée, et notre position vis à vis des groupes armés en Europe, à partir d'un extrait de notre prise de position de soutien au PCP (Parti Communiste du Pérou).

C'est un vieux débat, que nous avons eu l'occasion de reprendre à plusieurs reprises, mais qui intéressent certains de nos lecteurs. L'occasion est bonne pour y revenir, pour clarifier tant nos positions que le débat.

Nous publions donc dans cette brochure l'intégralité du courrier de ce lecteur, suivi de notre réponse. A chacun d'en faire son profit !

Le courrier de notre lecteur

Décembre 1990

Lettre ouverte à l'OCML Voie Prolétarienne

« Voici des réflexions purement politiques et critiques envers VP à partir de ce que j'ai pu lire concernant la question cruciale que pose le choix de développer ou non, de manière concrète la Lutte Armée (L.A.). Pensant que cette lettre concerne l'ensemble de la mouvance révolutionnaire politiquement engagée dans la lutte de classe en France, elle sera donc ouverte. J'ai en ma possession plusieurs documents de VP, ainsi entre autres la brochure du PC du Pérou. Pour fonder ma critique vis à vis de VP, je me référerai en l'occurrence au texte « Dix ans de Guerre Populaire au Pérou » et plus précisément le chapitre titré « L'OCML Voie Prolétarienne soutient le PC du Pérou ». Pour entrer dans le vif du sujet, voici ce que l'on trouve à la page 57 de ladite brochure où vous citez le Président Gonzalo, dirigeant historique de PC du Pérou :

« Concernant les actions armées en Europe, nous voyons des luttes armées prolongées. Elles sont l'expression d'une réalité objective. En conséquence, le fond n'est pas de les condamner, mais de la comprendre, les étudier, les analyser et de voir comment elles expriment aussi l'existence d'une situation révolutionnaire dans la vieille Europe. En plus, que ce sont des gens qui prennent les armes en sachant que c'est le seul moyen de conquérir le Pouvoir. C'est un coup très dur au révisionnisme ; que en Europe même, considérée comme un de ses remparts, le révisionnisme commence à être abandonné, quel que soit le degré atteint et et les problèmes pendants. C'est sans conteste une avancée importante. » (...) interview du Président Gonzalo – juillet 1988

Puis intervient la position de VP par cette réplique page 57/58 :

« Nous sommes en désaccord avec cette analyse. Certes, ces actions armées sont l'expression d'une réalité objective, et il ne s'agit nullement de hurler au terrorisme. Mais il n'existe pas une situation révolutionnaire en Europe, même en développement. Il y a une crise économique, sociale et politique, certes, mais qui n'a pas débouché sur une situation révolutionnaire. Sinon, toute situation serait révolutionnaire, puisque par définition le capitalisme est instable et poursuit un cycle infernal de crise/restructurations/expansion. S'il y a une crise de l'appareil politique bourgeois, il n'y a pas crise de la bourgeoisie, dont la domination n'est pas contestée. Ces actions armées reflètent au contraire le désarroi de la petite-bourgeoise incapable d'accepter la dure situation d'un mouvement ouvrier en recul politique et idéologique, sinon social. Et donc incapable de prendre en main le lent travail de politisation et d'organisation nécessaire aujourd'hui à la classe ouvrière.

Ces actions ne sont pas des durs coups au révisionnisme (affirmer cela montre encore les limites dans l'analyse du réformisme, c'est privilégier le fusil sur la politique). Certes, elles ont rompu avec le légalisme ambiant, et c'est une bonne chose. Mais ces organisations armées n'ont pas rompu avec le révisionnisme. L'URSS reste un pays socialisé pour la plupart d'entre elles, de PCE(r) au Brigades Rouges, en passant par Action directe et la RAF. Elles auraient voulu entraîner le mouvement ouvrier vers une forme de révisionnisme armé sans issue.

Il n'est pas possible de développer ici une analyse de ces courants militaristes en Europe. Mais prétendre qu'ils relèvent de l'existence d'une situation révolutionnaire montrent à notre avis une méconnaissance importante de la situation réelle en Europe, et sans doute une surestimation des facteurs révolutionnaires dans l'analyse de la situation mondiale. Surestimation qui peut conduire à une erreur d'appréciation sur le soutien actuel et futur que le PCP peut trouver, particulièrement dans les pays impérialistes. » (Le Comité Directeur de VP – 1990

Ainsi, sous le prétexte de ne pas vouloir « *privilegier le fusil sur la politique* », VP exclue de facto et quasi irrémédiablement la question de la nécessité INCONTOURNABLE de la L.A. Dans le PROCESSUS révolutionnaire. VP est CONTRE la L.A. ici en France en particulier et en Europe plus généralement. Reprenons.

En premier lieu, après avoir cité le Président Gonzalo, VP transforme une simple déclaration de prise de position face à ce que VP reconnaît elle-même comme étant « *l'expression d'une réalité objective* », en une « *analyse* ». En effet, le Président Gonzalo « *n'analyse pas* » le phénomène qu'est l'ensemble des L.A. Prolongée en Europe de l'Ouest. Il fait le simple constat d'une expression de la réalité objective. Pis il prend une position politique à partir de ce constat. Point ! Sa position politique est d'ailleurs limpide et juste. Comme il le déclare concernant les actions armées en Europe : « *le fond n'est pas de les condamner, mais de les comprendre, les étudier, les analyser et de voir comment elles expriment aussi l'existence d'une situation révolutionnaire dans la vieille Europe* ».

Ensuite, il y a l'ambiguïté phraséologique de V.P. Nous lisons : « *il ne s'agit nullement de hurler au terrorisme. Mais (ce « mais » est lourd de sens!) il n'existe pas une situation révolutionnaire en Europe, même en développement* ». On a envie de poser la question : quelle conséquence déduire d'une telle affirmation ? La L.A. Dans un tel contexte « non révolutionnaire » serait-elle une forme de terrorisme ? Voilà à quoi aboutit le raisonnement de V.P.

Alors qu'en fait la seule question de fond qui doit être posée est : quelle fonction doit-on attribuer à la L.A. Selon les contextes politiques ? Ou encore : la L.A. ne contribue-t-elle pas à réorienter « *un mouvement ouvrier en recul politique et idéologique, sinon social* », voire même à ORIENTER « *une crise économique, sociale et politique* » en « *une situation révolutionnaire en Europe* » ? Voilà à mon sens le terrain sur lequel devrait être situé le débat politique, et non sur celui de la dénonciation de la L.A. Qui dans un document de 1989 intitulé « *lois économiques et lutte de classes* », déclarait qu'il n'est pas possible (...) de considérer comme tâche principale l'analyse des potentialités en attendant le mûrissement spontané de la situation en notre faveur bien sûr. Mais au CONTRAIRE, la tâche principale est d'intervenir pour l'ORIENTER vers une crise REVOLUTIONNAIRE » (souligné par moi).

V.P. fait mine de ne pas saisir ce que déclare le Président Gonzalo (qui n'est pas le dernier venu), lorsqu'il dit que les actions « *armées est un coup très dur au révisionnisme ; qu'en Europe même, considérée comme un de ses remparts, le révisionnisme commence à être abandonné, quel que soit le degré atteint et les problèmes pendants* ». Ce que met en exergue le camarade Gonzalo (et c'est de loin à mon sens le plus important), c'est le refus, le rejet qui exprime le révisionnisme AU SEIN DU CAPITALISME DOMINANT, c'est les refus, le rejet de la prise du pouvoir par les ARMES, par la révolution obligatoirement armée. Ce qui importe au Président, c'est qu' « *en plus (...) ce sont des gens qui prennent les armes, en sachant que c'est le seul moyen de conquérir le pouvoir* ». Il n'affabule pas, il n'analyse pas, il CONSTATE un FAIT CONCRET !

Certes le révisionnisme dans sa dimension historique ne se cantonne pas au rejet de la L.A. Par les organisations dites communistes. Mais dans les pays impérialistes (les métropoles du capital ; la tête de la bête immonde) dissenter sur la déviation économiste au sein de l'État socialiste sous dictature prolétarienne n'est que d'un intérêt secondaire. Cet élément du révisionnisme ne doit évidemment pas être perdu de vue, mais aujourd'hui il n'est pas le facteur principal de cette engeance de l'opportunisme de la classe ouvrière. Actuellement, l'élément marquant du révisionnisme, c'est le refus de renverser la bourgeoisie par la FORCE ARMÉE, c'est répudier le sens même du terme REEVOLUTIONNAIRE.

Ne l'oublions pas, « *la victoire est au bout du fusil* ». Ce qui me fait penser que l'on n'est pas « pour ou contre » la L.A. Mais « pour ou contre » la Révolution Prolétarienne. Le Président Mao écrivait en 1937 :

« *Sans la révolution ET LA LUTTE ARMÉE, impossible de renverser la classe dominante et de permettre au peuple de prendre le pouvoir...ce principe du marxisme-léninisme est valable*

PARTOUT, en Chine, comme dans les autres pays ». (De la Contradiction, souligné par moi)

Autre confusion que V.P. Effectue. Celle qui tend à « mettre tout dans le même panier ». L'amalgame permet à V.P. De déclarer péremptoirement que « *ces organisations n'ont pas rompu avec le révisionnisme. L'URSS est un pays socialisé pour la plupart d'entre elles, du PCE(r) aux Brigades Rouges, en passant par ACTION DIRECTE et la RAF (en Allemagne). Elles auraient voulu entraîner le mouvement ouvrier vers une forme de révisionnisme armé sans issue.* » Allez donc ! PCE(r), BR, AD, RAF ne font plus qu'UN. Oubliez-vous les fondements du matérialisme dialectique ? Le PCE(r) a une histoire qui lui est propre, liée au développement du mouvement de la classe ouvrière espagnole ; les BR c'est une autre histoire, relative à un contexte italien ; la RAF fut une émergence d'extrême-gauche répondant à l'occupation américaine dans l'Allemagne nazi à l'Ouest. On ne peut pas faire un cocktail et ainsi escamoter la question de fond : la FONCTION OBJECTIVE de ces divers organisations qui ont pris les armes et expriment divers tendances idéologiques et chacune d'une composition politique tout à fait différente les unes des autres ; ACTION DIRECTE est une organisation d'obédience prolétarienne qui a :

- 1) marqué la rupture avec le réformisme du PCF et de ses satellites
- 2) ouvert une voie révolutionnaire au prolétariat de France
- 3) contraint les adeptes timides de la révolution à se positionner sur la question de la violence révolutionnaires
- 4) démasqué les « faux amis du peuple » au sein même de la mouvance
- 5) armé les prolétaires décidés à se rebeller
- 6) rendu concret l'avant-garde ARMEE
- 7) mis en évidence les contradictions politiques au sein même de notre avant-garde.

C'est en substance ce que met en évidence le Président Gonzalo lorsqu'il déclare : « *ce sont des gens qui prennent les armes en sachant que c'est le seul moyen de conquérir le Pouvoir(...) QUEL QUE SOIT LE DEGRE ATTEINT ET LES PROBLEMES PENDANTS* » (souligné par moi).

Le choix de prendre les armes, le fusil, ne signifie pas obligatoirement « privilégier le fusil sur la politique ». Cela peut être le cas pour les anarchistes et autres bourgeois en rupture de ban momentanée. Mais pas pour des communistes. Reconnaître le rôle moteur de la L.A. Dans la contradiction prolétariat/bourgeoisie est un FAIT POLITIQUE et non seulement militaire. On ne peut pas se suffire de déclarer péremptoirement « Nous soutenons la lutte armée du PCP », tout en dénigrant injustement et délibérément de manière schématique et confusionniste les divers L.A., ici, en Europe. Le Président Mao écrivait en 1939 : « *En dehors de la lutte armée, en dehors de la lutte de la guérilla, il est impossible de comprendre notre lutte politique et, par conséquent, de comprendre comment on a construit notre parti...Nous savons qu'en Chine il ne pouvait y avoir aucune place pour le peuple et aucune victoire pour la Révolution sans la lutte armée. Depuis huit ans, le développement, la consolidation et la bolchevisation de notre Parti ont été entrepris au milieu de la guérilla...Sans lutte armée, sans guérilla, il n'y aurait jamais eu de Parti Communiste tel qu'il est aujourd'hui* ».

Cela dit, je ne défends pas les thèses « subjectivistes » qui ne voudraient considérer l'activité militante qu'à travers la guérilla urbaine. Il n'y a rien de mieux pour s'isoler des masses populaires et donc de tout projet social tangible. Staline notait : *L'art de diriger est une chose sérieuse. Il ne faut pas rester en arrière, c'est se couper des masses. Mais il ne faut pas non plus courir trop vite, car courir trop vite, c'est perdre la liaison avec les masses. Celui qui veut diriger le mouvement et conserver en même temps la liaison avec les masses innombrables doit mener la lutte sur deux fronts : et contre les retardataires, et contre ceux qui courent trop vite* ».

La Révolution Prolétarienne par définition est un processus illégal. La légalité est une borne imposée par la dictature bourgeoise. Si le travail légal devait entraver l'action illégale, il deviendrait dès lors un frein pour la révolution et donc il serait une démarche objectivement contre-révolutionnaire. V.P. Ne peut pas se suffire de constater que les L.A. Ont « *rompu avec le*

légalisme ambiant, est c'est une bonne chose » et ne pas pousser la réflexion plus loin : en quoi c'est une bonne chose ?

Aujourd'hui, la situation nationale et internationale pose de nouvelles conditions politiques. Bientôt, il ne s'agira plus de pérorer sur la L.A., mais de l'assumer conséquemment ou non. La guérilla urbaine se développe dans les banlieues, ce sont des fusils que les prolétaires ont besoin, pas des mots ! Je sais qu'on préférerait une révolution parfaite, sans erreur, minutieusement calculée par avance, avec la certitude de ne faire aucune perte humaine chez les révolutionnaires, mais cela est un leurre.

La révolution coûte et coûtera cher au prolétariat et à ses meilleurs représentants. Rappelons ce qu'écrivaient les camarades péruviens dans la brochure produite par le PC. Du Pérou et intitulée « Développer la Guerre Populaire pour Servir la Révolution Mondiale » : « Tous les communistes doivent assimiler cette vérité que le pouvoir est eu bout du fusil. Notre principe : c'est le Parti commande eu fusil et il est inadmissible que les fusils commandent au Parti. **CEPENDANT QUAND ON A LES FUSILS ON PEUT TOUT OBTENIR (...)**, on peut dire qu'il n'est possible de transformer le monde qu'avec le fusil ». (p 94-95 de la traduction française. Souligné par moi)

Un Parti doit être une locomotive pour le prolétariat et pas seulement idéologique. Il faut prendre des risques. Prendre des initiatives politiques et les assumer même militairement, c'est ce qui fait une direction.

« En Chine, sans lutte armée, il n'y aurait eu de la place ni pour le prolétariat, ni pour le parti, et pas de victoire pour la Révolution » (Le Président Mao « De la Guerre Prolongée » 1938).

Effectuer des critiques (même sévères) au sein de la guérilla pour renforcer celle-ci dans une juste ligne prolétarienne est une chose ; cracher sur la L.A. Cela est une pure trahison politique. Sans compter que c'est faire peu de cas pour des hommes et des femmes morts dans ces combats. Pour ce qui me concerne, fils de prolétaires très pauvres, après avoir subi une surexploitation pendant deux ans comme apprenti pâtissier, ma révolte me conduit en prison à l'âge de 16 ans. Ma conscience politique, je l'ai acquise grâce entre autres à ACTION DIRECTE. Aujourd'hui devenu marxiste-léniniste pensée maotsétoung, je refuse de cautionner toute position anti-guérilla, anti lutte armée !

La crise en France fait exploser des contradictions socio-économiques. La guérilla urbaine se développe plus ou moins méthodiquement par les fractions les plus concernées par cette crise. Qui est capable de donner une direction politico-militaire à ce prolétariat urbain de la métropole ? La conception « attentiste » qui a pour principe « *le lent travail de politisation et d'organisation nécessaire (...) à la classe ouvrière* » aurait pu ne jamais nous faire connaître la Révolution d'Octobre, ni celle de la République Populaire de Chine de 1949 ou encore la Révolution Cubaine ; s'il avait fallu attendre le lent développement de la classe ouvrière ici et là, le prolétariat mondial serait encore bien pauvre d'expérience objective du socialisme. Les révolutionnaires communistes de France, conscients que seules les armes mènent au Pouvoir, doivent utiliser les forces en présence **DISPOSEES A PRENDRE CES ARMES** et les conduire vers la Révolution.

Salutations Communistes

NOTRE REPONSE

1 – Tout d'abord, je voudrais faire une mise au point concernant la lutte armée en Europe. En premier lieu, le document relatif au PCP n'était pas le lieu d'une analyse sur celui-ci. Nous n'avons donc évidemment pas développé, simplement nous sommes en désaccord avec l'affirmation de l'existence d'une situation révolutionnaire en Europe. J'y reviendrais.

Tu as ensuite un certain nombre de formules choc à notre égard, concernant la lutte armée, et des jugements à l'emporte pièces à notre encontre. Nous serions « contre la lutte armée ici en France », nous excluons de facto et quasi irrémédiablement la question de la nécessité INCONTOURNABLE de la L.A. Dans le processus révolutionnaire », nous « dénoncerions la lutte armée à l'instar de tous les révisionnistes ouvriéristes », « cracher sur la lutte armée est une pure trahison politique », « je refuse de cautionner toute position anti-guérilla, anti-lutte armée ! » entre autres.

Ces formules (selon nous) ne correspondent pas à la réalité. Nous sommes les seuls en France à nous être fait écho de la lutte armée, des divers actions d'Action Directe (depuis l'attentat contre le ministère de la Coopération), nous avons toujours et systématiquement refusé de condamner de tels actes, nous avons participé au collectif de soutien à la grève de la faim d'AD, nous avons (au fil des ans) publié des documents des CCC, des BE (lors de l'enlèvement d'Aldo Moro, déjà en février 81) ou des collectifs proches, nous avons participé à l'organisation d'un meeting de soutien à la grève de la faim des militants du PCE(r). Nous ne connaissons aucune autre force politique en France qui ait fait un tel travail d'information et de débat autour de la lutte armée, de soutien aux prisonniers révolutionnaires engagés dans cette voie.

Bref, sur le terrain de la contre-information et de la propagande, nous nous sommes toujours fait l'écho de ces luttes, dont nous considérons que les acteurs sont des révolutionnaires. C'est une chose absolument claire, et je pense que seul le manque d'information (ou l'esprit polémique) t'amène à de telles formules outrancières.

Par ailleurs, je te rappelle que nous ne ratons pas une occasion de populariser la lutte armée, comme par exemple à l'occasion de la guerre du Golfe. C'est une chose, je n'y reviendrais plus. Quand nous discutons, c'est à priori nous jugeons être dans le même camp face à la bourgeoisie, même si les divergences sont énormes.

2 – D'ailleurs c'est des divergences politiques dont je vais parler.

Y a-t-il une situation révolutionnaire en Europe ?

Tu escamotes la question en en retournant une autre, à savoir « quelle conséquence déduire qu'elle n'existe pas ? » Mais je te ferais remarquer que tu ne donnes aucun élément justifiant qu'une telle situation existe. Et l'existence des groupes armés n'en est nullement une preuve.

Nous sommes absolument d'accord pour **constater** l'existence des groupes armés, comme l'expression d'une réalité objective. Nous sommes d'accord pour dire que le fond n'est pas de les condamner mais de les comprendre, les étudier, les analyser. C'est avec la suite de la phrase que nous ne sommes plus d'accord : « et comment elles expriment aussi l'existence d'une situation révolutionnaire dans la vieille Europe ». Ce n'est plus un constat c'est une analyse.

Les mots ont un sens. Si nous laissons de côté la crise révolutionnaire, qui est le moment extrêmement tendu où la **question** du pouvoir est posée, la **situation révolutionnaire** n'est

nullement assimilable à l'état « normal » (si j'ose dire) du capitalisme en crise. Faute de quoi les concepts perdent leur sens. Une situation révolutionnaire, c'est quand **la bourgeoisie ne peut plus gouverner et quand les masses ne veulent plus vivre comme avant**. C'est un ensemble de conditions objectives et subjectives, qui ouvre la possibilité concrète de la révolution. D'ailleurs la définition de Lénine (dans « La faillite de la II^e Internationale) est limpide, et il vaut le coup de la reproduire (cf ci-dessous).

La thèse léniniste sur la situation révolutionnaire

« Pour un marxiste, il est hors de doute que la révolution est impossible sans une situation révolutionnaire, mais toute situation révolutionnaire n'aboutit pas à la révolution. Quels sont, d'une façon générale, les indices d'une situation révolutionnaire ? Nous sommes certains de ne pas nous tromper en indiquant les trois principaux indices que voici :

1) Impossibilité pour les classes dominantes de maintenir leur domination sous une forme inchangée ; crise du « sommet », crise de la politique de la classe dominante, et qui crée une fissure par laquelle le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se fraient un chemin. Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas, habituellement, que « la base ne veuille plus » vivre comme auparavant, mais il importe encore que « le sommet ne le puisse plus ».

2) Aggravation, plus qu'à l'ordinaire, de la misère et de la détresse des classes opprimées.

3) Accentuation marquée, pour les raisons indiquées plus haut, de l'activité des masses, qui se laissent tranquillement piller dans les périodes « pacifiques », mais qui, en période orageuse, sont poussées, tant par la crise dans son ensemble que par le sommet lui-même, vers une action historique indépendante.

Sans ces changements objectifs, indépendants de la volonté non seulement de tels ou tels groupes et partis, mais encore de telles ou telles classes, la révolution est, en règle générale impossible. C'est l'ensemble de ces changements objectifs qui constitue une situation révolutionnaire. On a connu cette situation en 1905 en Russie et à toutes les époques de révolutions en Occident ; mais elle a existé aussi dans les années 60 du siècle dernier en Allemagne, de même qu'en 1859-1861 et 1878-1880 en Russie, bien qu'il n'y ait pas eu de révolutions à ces moments-là. Pourquoi ? Parce que la révolutionne surgit pas de toute situation révolutionnaire, mais seulement dans le cas où, à tous les changements objectifs ci-dessus énumérés, vient s'ajouter un changement subjectif, à savoir : la capacité, en ce qui concerne la classe révolutionnaire de masse assez vigoureuses pour briser complètement (ou partiellement) l'ancien gouvernement, qui ne « tombera » jamais, même à l'époque des crises, si on ne le fait choir ».

(Lénine, La Faillite de la II^e Internationale, 1915)

Première précision : il peut y avoir une situation révolutionnaire sans que le Parti existe. Cela a par exemple été le cas au Portugal dans les années 74/75, à la suite de la chute du fascisme. Sans doute même y a-t-il une très courte période de **crise** révolutionnaire. Fin août 75, dont évidemment, **seule la bourgeoisie s'en est sortie, faute de Parti**. La situation est complètement différente aujourd'hui au Portugal, preuve qu'il s'est passé quelque chose, qu'il y a eu un changement qualitatif.

Deuxième précision : les conditions de la révolution ne sont pas les mêmes dans les pays impérialistes et dans les pays dominés. Dans ces derniers, la situation matérielle d'une part, la domination impérialiste d'autre part créent souvent une situation révolutionnaire prolongée et durable, que le PCP à la suite de Mao qualifie de « en développement ». C'est ce qu'on constate de nombreux pays d'Amérique Latins ou Centrale, dans bon nombre de pays d'Afrique ou d'Asie.

Par contre dans les pays impérialistes, la misère est beaucoup moins « grave » d'une part, et la révolte issue de la domination impérialiste n'existe pas ; au contraire existe fortement l'aristocratie ouvrière dont l'objectif est de faire survivre le système. Enfin, la domination capitaliste sur tous les

aspects de la vie, sur tous les secteurs de la formation sociale est bien plus profonde, la centralisation de l'État poussée à l'extrême, ce qui permet de penser que les situations révolutionnaires sont beaucoup plus limitées dans le temps et que les périodes de double pouvoir ne peuvent se maintenir.

Troisième précision : si l'on affirme qu'il y a une situation révolutionnaire en France (aujourd'hui s'entend, pas dans le futur), cela doit se traduire dans l'attitude et la pratique des classes et évidemment de la classe ouvrière en premier lieu, qui doit manifester un niveau relativement élevé de mobilisation (politiquement parlant). Nous affirmons au contraire que la bourgeoisie quelles que soient ses contradictions, gouverne comme elle l'entend (comme aspect principal, la lutte des classes est évidemment un obstacle), et que les masses (classe ouvrière et travailleurs en général) n'ont pas l'esprit au « changement révolutionnaire » (aussi flou soit-il), ce qui ne veut pas dire qu'elles soient contentes de leur sort.

Évidemment.

Alors, pas de faux procès : la lutte des classes existe, la crise du capitalisme existe (et donc les contradictions au sein de la bourgeoisie), la possibilité d'une révolution existe en France ; mais aujourd'hui l'acuité de l'ensemble de ces contradictions n'a pas atteint le niveau d'une situation révolutionnaire.

D'ailleurs, il suffit de regarder. Si on constate par exemple l'état du mouvement ouvrier, et la domination en son sein de l'idéologie bourgeoise. Si on regarde par exemple les résultats de la mobilisation autour de la guerre du Golfe où on a pu constater la faiblesse de l'opposition anti-impérialiste à la guerre, en particulier dans la classe ouvrière etc...S'il y avait eu une situation révolutionnaire, même embryonnaire, la guerre aurait sans aucun doute été un facteur de stimulation de cette crise.

Une fois de plus, pas de faux procès, il ne s'agit nullement de nier les contradictions du capitalisme, comme la lutte des classes. Mais aujourd'hui, il ne faut regarder la réalité en face. Sinon, la politique que l'on avance est vouée à l'échec, quelles que soient les bonnes intentions.

Tant qu'on ne nous aura fait la preuve de notre erreur concernant la situation en France, nous estimons en avoir connaissance suffisamment bonne pour maintenir notre position. Jusqu'à présent, aucun élément n'est venu l'infirmier.

Quatrième précision : tu fais référence dans ton courrier à la révolte des banlieues dans les termes suivants : « la guérilla urbaine se développe dans les banlieues, ce sont des fusils que les prolétaires ont besoin, pas des mots ! (...) Les révolutionnaires communistes de France conscients que seules les armes mènent au pouvoir doivent utiliser les forces en présence disposées à prendre ces armes ET LES CONDUIRE VERS LA REVOLUTION ». Nous pensons que c'est une surestimation considérable de ce mouvement, et de ces jeunes d'une part (voir l'article dans Partisan N°56 sur Vaulx en Velin). C'est reproduire (sous une forme actualisée) une vieille déviation du mouvement ml des années 70, à savoir les plus révoltés et les plus exploités sont les plus révolutionnaires. Ce qui est faux. La question de la révolution communiste est question de conscience avant tout pas d'héroïsme. Par ailleurs, cela renvoie aux tâches des révolutionnaires aujourd'hui. (cf plus loin).

Cela dit, il est évident que le travail politique dans les banlieues a une certaine importance !

Cinquième précision: même dans les groupes armés, certains jugent que la situation n'est pas révolutionnaire, comme la Cellule Communiste pour la constitution de Parti Communiste Combattant (issue des B.R.), et même les CCC : « le matérialisme historique ne relevant pas de l'art de la divination, les communistes ne sont pas plus capables que personne de prédire quand mûrira une situation révolutionnaire en Europe » (cf « Correspondances révolutionnaires » N°8)

La lutte armée comme délimitation avec le révisionnisme

Tu dis que « dans les pays impérialistes (les métropoles du capital, la tête de la bête immonde), l'élément marquant du révisionnisme c'est le refus de renverser la bourgeoisie par la FORCE ARMÉE, c'est répudier le sens du terme REVOLUTION. »

Nous ne sommes pas d'accord. Bien entendu, comme tu le notes justement, « il ne s'agit pas de disserter sur la déviation économiste à la tête de l'État socialiste sous dictature prolétarienne » (encore que cela a une certaine importance face aux interrogations soulevées par les événements à l'Est. Le bilan de l'histoire pèse). Mais **l'essence** du réformisme (révisionnisme, social-démocrate, ou autres variantes écolo-alternatives), c'est non pas le rejet de la lutte armée, mais **l'acceptation et la défense des rapports sociaux d'exploitation** avec l'illusion de pouvoir les améliorer sans les bouleverser, qui conduit dans le pire des cas à justifier la **défense de l'impérialisme** (le PCF), ou dans les cas plus ambigus (type alternatifs) à ne percevoir l'impérialisme que comme une politique extérieure améliorable. Le rejet de la lutte armée n'en est qu'une conséquence. Le PCF est réformiste, pacifiste, parce que fondamentalement il est pro-impérialiste. Face au PCF, l'essentiel n'est pas de savoir s'il peut renverser le système bourgeois par la force armée, ou par les élections mais de la combattre parce qu'il ne veut que **réformer** le système pour le renverser.

La délimitation essentielle des communistes d'avec les projets réformistes n'est pas dans les armes. Les sandinistes ont lutté les armes à la main. Les anarchistes aussi pendant la guerre d'Espagne. Des gaullistes aussi durant la résistance. La délimitation est dans **la défense, ou la destruction, de l'ordre impérialiste**. Et quand nous voyons un Parti comme le PCE(r) soutenir la répression de Tien an Men en Chine, nous nous interrogeons sur sa politique, même s'il stimule la lutte armée.

La lutte armée est **une** délimitation. Si elle est nécessaire, elle est insuffisante pour définir une orientation communiste.

C'est un des aspects de notre désaccord avec les groupes armés, et plus largement avec le courant qui s'en réclame. Considérer que c'est **la** délimitation décisive.

Nous ne sommes pas d'accord, ni avec le Président Gonzalo, ni avec toi, pour affirmer que la lutte armée a marqué la rupture avec le réformisme du PCF et de ses satellites. Nous dirions plutôt que cela a été **un élément** de rupture, chez certains, comme 68 ou les grandes grèves immigrés l'ont été pour d'autres en d'autres temps.

Tu relèves, selon toi les acquis de l'activité d'Action Directe

1 - « *marqué la rupture d'avec le PCF et ses satellites* » (cf ci-dessus)

2 - « *ouvert une voie révolutionnaire au prolétariat de France* » : nous aimerions bien la voir. Parce qu'au-delà de l'acte-symbole qui a suscité une sympathie réelle (par exemple l'exécution de Besse), il n'a nullement « ouvert une voie », au sens **montrer un chemin, définir un processus politique pour la révolution et la construction du parti**.

3 - « *contraint les adeptes timides de la révolution à se positionner sur la question de la violence révolutionnaire.* » Cet aspect est exact, et nous leur donnons ce crédit. Notons que les Brigades Rouges, même en France, ont largement eu plus d'impact, du moins pour ce qui est de la classe ouvrière.

4 - « *démasqué les « faux amis du peuple » au sein même de la mouvance* ». Nous ne sommes évidemment pas d'accord, mais tu diras que nous sommes mal placés, puisque c'est sans doute

nous que tu vises ! Si certains se sont démasqués, d'autres confusions ont été introduites, en particulier sur la construction du Parti.

5 - « *armé les prolétaires décidés à se rebeller* ». Il ne faut pas prendre ses désirs pour la réalité !

6 - « *rendre concret l'avant-garde ARMÉE* ». Nous ne le pensons pas, parce que dit avant-garde dit masses et dialectique entre les deux. Cette dialectique n'a jamais existé chez Action Directe.

7 - « *mis en évidence les contradictions politiques au sein même de notre avant-garde* ». Ce qui renvoie aux points 3 et 4.

Nous ne dénisons pas tout mérite à Action Directe. Sur la violence et l'affrontement à l'État, leur intervention a permis d'avancer quelques points. Cela ne suffit pas à en faire une délimitation suffisante avec le révisionnisme. Et la confusion sur les pays dits « socialistes » (nous maintenons ce que nous disons, ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les CCC ne sont pas sur la liste à cet endroit, elles sont beaucoup plus claires à ce propos), reflète cette confusion sur **l'objectif communiste**, ce qui nécessairement se traduit dans la politique aujourd'hui. Nous avons noté que, là encore, tu escamotes la critique.

Sur les distinctions au sein des groupes armés.

Tu as absolument raison de souligner que ces groupes relèvent de réalités différentes, et qu'il n'est pas juste de les mettre « dans le même sac ». D'ailleurs, dans nos publications antérieures sur la question, nous prenions tout à fait en compte cette différence. Nous sommes beaucoup plus intéressés à l'expérience des BR (qui selon nous a le plus à nous apprendre, pour ce qui est de l'Europe, ou des CCC pour leurs positions globales, que de la RAF et du pseudo « front anticapitaliste de l'Europe de l'Ouest », par exemple.

En occurrence, pour la brochure, je te rappelle qu'il ne s'agissait pas d'une étude sur les groupes armés, mais de répondre sur un tout petit point, à une affirmation du PCP avec laquelle nous étions en désaccord. Les formules du texte sont peut-être malheureuses, mais ce n'était pas l'enjeu du document.

En tout état de cause, quels que soient les désaccords, on ne pourra pas faire l'économie d'un bilan sérieux et approfondi de l'ensemble de ces expériences pour définir la voie de la lutte armée dans les pays impérialistes, nous en sommes parfaitement conscients. « Le fond n'est pas de les condamner, mais de les comprendre ». Ce qui ne veut pas dire les soutenir.

« Quelle fonction attribuer à la lutte armée selon les contextes politiques ? »

C'est la question que tu remets au premier plan dans ta lettre ouverte. C'est là une bonne question. Tu nous reproches de ne pas l'avoir posée dans la brochure, je te rappelle que ce n'était pas le lieu.

Il faut donc définir, en période « normale » (non révolutionnaire), en situation révolutionnaire, en période de crise révolutionnaire, quel est le rôle de la lutte armée dans chacun de ces cas, quelle est la stratégie et la tactique de la révolution.

En période de crise, nous serons tous d'accord que l'insurrection est à l'ordre du jour, puisque la question du pouvoir est posée. En période de situation révolutionnaire, la guérilla a sans doute un rôle central dans la maturation des contradictions, pour avancer et éduquer le prolétariat à la réalisation de ses tâches historiques, pour miner et faire basculer le système capitaliste.

Pour ce qui est de la période actuelle (que nous jugeons dans non révolutionnaire, ce qui ne veut

pas dire, une fois de plus, qu'elle soit stable), c'est beaucoup moins clair. Il faudrait d'ailleurs distinguer les phases de repli de la classe ouvrière de celles où elle est à l'offensive. Pour nous le problème n'est pas résolu, contrairement à ce que tu peux penser, et nous ne sommes pas les seuls, à lire dans Correspondances Révolutionnaires (je ne sais pas si tu le reçois).

Beaucoup de choses se sont clarifiées mais beaucoup restent confuses : refus du réformisme armé (l'action armée pour les revendications) ; refus de la propagande par le fait, et nécessité de l'organisation et de la conscience ; rapport entre tâches de construction (politique et organisationnelle) du Parti et la lutte armée ; place spécifique de la lutte armée dans le travail politique...etc...Ces questions restent pendantes.

Et je peux te dire que nous avons par exemple été fort intéressés par le texte cité ci-dessus de la Cellule Communiste pour la Constitution de PCC, dont nous partageons nombre d'avis. Alors VP là-dedans ? Nous non plus n'avons avancé. Sans doute beaucoup de militants sympathisants de la lutte armée nous taxent-ils de « emelistes rances », fervents de la « critique contemplatives », (cf Correspondances Révolutionnaires) ou nous reprochent comme toi notre attentisme, de parler sans cesse du rôle salvateur du fusil sans jamais l'utiliser. Ce qui ne nous empêche pas de suivre attentivement la discussion et d'essayer d'en faire notre profit. Quant à l'usage à répétition des citations de Mao Tsé Toung à ce propos pour argumenter la critique contre nous, la réponse est facile tellement l'expérience du mouvement mao en France en a montré les limites : nous partageons les considérants généraux sur la lutte armée du mouvement communiste international, et donc de Mao Tsé Toung. Pour ce qui est de l'application politique et militaire de ces principes à la réalité, nous sommes obligés de constater que la situation de la Chine semi-féodale et semi-coloniale de 1940 n'a pas grand-chose à voir avec celle de la France de 1990. Vouloir plaquer une expérience tellement différente ne peut évidemment conduire qu'à l'échec...Reste à élaborer la stratégie et la tactique adaptée à notre situation.

Nous admettons cette critique à nos limites, mais nous refusons qu'on en fasse une question de principes, doublé d'un mépris certain pour le « patient travail d'organisation et de politisation des éléments avancés de la classe ouvrière » comme nous le disons.

Quand tu dis « la conception attentiste aurait pu ne jamais nous faire connaître la révolution d'Octobre, ni celle de la République populaire de Chine de 1949 ou encore de la Révolution Cubaine (?...), s'il avait fallu attendre le lent développement de la classe ouvrière ici et là, le prolétariat mondial serait encore bien pauvre d'expérience objective », nous ne sommes pas d'accord. C'est faire l'impasse sur tout le travail politique préalable à la lutte armée que a eu lieu dans ces pays (sauf Cuba, mais il ne s'est jamais agi d'une révolution communiste. La Révolution d'Octobre victorieuse n'est pas le fruit des prolétaires en arme, mais du travail politique depuis trente ans en Russie. Idem pour la révolution chinoise. On oublie trop souvent que lorsque le PCP prend les armes le 17 mai 1980, il y plus de vingt ans de patient travail politique souterrain préalable pour donner les conditions politiques subjectives (le parti) de la lutte armée.

Il est évidemment facile d'ironiser sur ce travail souterrain, beaucoup moins spectaculaire. Peut-être manquons-nous d'initiatives, sans doute y a-t-il beaucoup à nous critiquer. Mais compte tenu de l'état des forces révolutionnaires en France dans la période actuelle, compte tenu de la situation actuelle de repli et consensus, où la lutte de classe a du mal à se frayer un chemin, compte tenu de la confusion dramatique parmi les militants qui se réclament du communisme (et pour nous il est surprenant de constater les dégâts provoqués, y compris chez ces militants par les événements à l'Est – chute du mur de Berlin). Nous avons fait des choix prioritaires dans nos tâches politiques pour construire le parti. C'est dans ces termes qu'il faut en débattre.

Mais, je me répète, nous ne sommes pas d'accord pour dire, en général, que la lutte armée (telle qu'elle a eu lieu en France) a contribué à réorienter un mouvement ouvrier en recul politique et idéologique, sinon social. Quant à « orienter une crise économique, sociale et politique », on n'en

est pas là, les conditions subjectives, les forces révolutionnaires, la construction du Parti sont beaucoup trop embryonnaires pour pouvoir peser sur toute la société. Nous disons dans le document de travail interne (que tu te permets de citer publiquement) que notre tâche est d'intervenir pour orienter la lutte des classes vers la crise révolutionnaire, ce qui est un petit peu différent, et correspond mieux à l'état objectif et subjectif des contradictions de classe aujourd'hui.

Ne nous trompons pas de tâches et de priorité. L'heure est à la construction du Parti, et pas au ralliement des masses à la révolution. Il y a bien entendu un lien dialectique entre les deux, mais il faut en dégager l'aspect principal, au risque de s'embarquer dans des impasses spontanéismes.

Enfin, pour ce qui est du rapport entre travail légal et illégal, de l'éducation de l'organisation communiste à ces questions, il est évidemment impossible d'en discuter, mais nous n'y sommes pas indifférents.

Voilà l'essentiel de la réponse que je voulais te faire, qui essaye de faire le tour des questions soulevées.

Un dernier point sur le **style** de débat de ta lettre.

Nous le jugeons incorrect, et relever d'un débat dans l'esprit de scission et non un débat dans un esprit d'unité. Nous apprécions la polémique, même sévère à notre encontre, la publication de ce débat en est la preuve.

Mais il n'est pas correct d'utiliser ce genre de formules à l'emporte-pièce, de jugements définitifs (« cracher sur la lutte armée » et autres joyeusetés...) sur un sujet que nous n'avions jamais abordé auparavant entre nous, sans avoir cherché à nous demander quelle était notre position.

Traquer l'opportunisme au détour d'une formule est un sport cher aux révolutionnaires, mais stérile.

Si l'on considère (c'est notre cas jusque-là, notre correspondance dure depuis suffisamment longtemps) que nous discutons dans un esprit d'unité, le débat (même très polémique) doit chercher les vrais questions ; éluder les points secondaires, éviter la mesquinerie. Il ne s'agit pas de chercher l'unité à tout prix. Il s'agit de savoir comment on la cherche. Si de toute divergence on fait un point de scission, on n'est pas prêts d'avancer !

Cette fois-ci j'en ai fini, et sur le fond, et sur la forme de ce courrier. Nous attendons la suite du débat avec intérêt.

Quelques articles parus dans « Partisan » sur les groupes armés

N° 12 « Terrorisme et Politique »

N°16 « Besse exécuté : on ne pleure pas, mais rien n'a changé »

N°23 « Les attentats, c'est qui et pourquoi : les CCC répondent »

N° 23 « Procès d'Action Directe : qui est visé ?, « L'échec à nu »

N°35 « A propos du procès des CCC »

N°43 et N°49 : polémique avec le PCE(r) à propos des événements en Chine

Et aussi : La Cause du Communisme » N°9 : « Un bilan des R ».

